

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 Rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES

Nantes, le 02/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIMRA (sur site FAMAT)

Route Thomas Edison
ZI de Brais
44600 Saint-Nazaire

Références : N5-2023-977
Code AIOT : 0100002367

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement SIMRA (sur site FAMAT) implanté Route Thomas Edison ZI de Brais 44600 Saint-Nazaire. L'inspection a été annoncée le 11/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juin 2022 prescrivant à l'exploitant de régulariser la situation administrative de son établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIMRA (sur site FAMAT)
- Route Thomas Edison ZI de Brais 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0100002367
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Etablissement sous-traitant de l'industrie aéronautique spécialisé dans le travail de l'aluminium. Son champ d'actions a été agrandi dernièrement par la réalisation de machines médicales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect de l'arrêté de mise en demeure - Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 22/06/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu du respect de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 22 juin 2022.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Respect de l'arrêté de mise en demeure - Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/06/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration initiale
Prescription contrôlée : La société SIMRA, exploitant des installations de travail mécanique des métaux et d'application de peintures, 4 rue Thomas Edison à Saint-Nazaire, est mise en demeure de procéder à la régularisation de la situation administrative du site exploité sur le site de société FAMAT dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a procédé à la télédéclaration pour la régularisation de la situation administrative de son établissement le 02 juin 2022. Des compléments (notamment sur les rejets atmosphériques de l'établissement) ont été sollicités par l'inspection par mail du 09 juin 2022, ce mail est resté sans réponse jusqu'au jour de la visite d'inspection. Le jour de l'inspection, Il a été constaté que l'établissement exerce bien des activités de travail des métaux (rubrique n°2560) et de revenu (rubrique n°2561) pour des seuils soumis à déclaration avec contrôle. La quantité de peinture présente sur le site et les précisions données par l'exploitant permettent de supposer que la consommation ne peut être supérieure à 10 kg/j. Par conséquent, l'établissement n'est pas classé au titre de la rubrique n°2940. Il n'a cependant pas été possible de justifier de la réalisation des contrôles périodiques pour les rubriques auxquelles l'exploitant est soumis. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle périodiques de ses installations soumises à déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet